**[61:A:2]**

**Affidavit**

[*no du dossier de la cour*]

COUR DE L'ONTARIO (DIVISION GÉNÉRALE)

[*intitulé de l'instance*]

AFFIDAVIT DE [*nom*]

Je soussigné, [*nom*], de la/du [*cité, ville, etc.*] de ..., dans le/la [*comté, municipalité régionale, etc.*] de ..., [*profession*], DÉCLARE SOUS SERMENT :

1. [*Nom*] et moi sommes les exécuteurs testamentaires et les fiduciaires de la succession du défunt [*nom*] en vertu du testament de ce dernier. [*Nom*] est décédé dans la ville de ..., dans le comté de ..., le [*date*].

2. La succession du défunt [*nom*] est la propriétaire bénéficiaire de 60 pour cent de toutes les actions émises et en circulation de la société [*dénomination sociale*] limitée (ci-après appelée la «société»). [*Nom*], le président de la société, est le propriétaire bénéficiaire de la portion de 40 % restante d'actions émises et en circulation de la société.

3. [*Nom*] a introduit une action devant la Cour de l'Ontario (Division générale) contre ledit [*nom*] et moi-même en qualité d'exécuteurs testamentaires et de fiduciaires de la succession du défunt [*nom*] en vue d'obtenir un jugement déclaratoire portant qu'une certaine entente conclue le [*date*] entre [*nom*] et le défunt [*nom*] est pleinement en vigueur et lie les exécuteurs testamentaires de la succession de [*nom*]. Dans cette action, [*nom*] a présenté une motion en vue d'obtenir une ordonnance de faire enjoignant à mon co-exécuteur testamentaire ainsi qu'à moi-même d'exercer le droit de vote conféré par les actions dont la succession de [*nom*] est propriétaire en vue d'élire [*nom*], [*nom*], [*nom*] et moi-même en qualité d'administrateurs de la société lors des prochaines élections des administrateurs, et d'élire par la suite les personnes désignées par ledit [*nom*] lors de toute autre élection des administrateurs de la société; subsidiairement, la motion demandait une injonction interdisant aux exécuteurs testamentaires d'exercer le droit de vote conféré par ces actions en faveur d'autres personnes que lesdits [*nom*], [*nom*], [*nom*] et [*nom*] lors de l'élection des administrateurs de la société et leur interdisant de voter ensuite pour des personnes non désignées par ledit [*nom*] en ce qui a trait aux postes d'administrateurs de la société.

4. La motion susmentionnée devait être présentée le [*date*]. Les parties ont consenti à ajourner la motion jusqu'à une date indéterminée.

5. Ledit [*nom*] a déposé un affidavit fait sous serment le [*date*] à l'appui de la motion susmentionnée. [*Nom*] a été contre-interrogé relativement à cet affidavit le [*date*] par un avocat agissant pour mon compte et pour celui de mon co-exécuteur testamentaire.

6. Comme il est déclaré dans l'affidavit précité, [*nom*] et le défunt [*nom*] ont acquis le contrôle de la société [*dénomination sociale*] & Co. Limitée en 19... Après cette acquisition, ils ont formé une nouvelle société, la société [*dénomination sociale*] Limitée, qui a acheté les éléments d'actif de la société [*dénomination sociale*] & Co. Limitée.

7. Dès la création de la société [*dénomination sociale*] Limitée, conformément aux divers arrangements conclus entre le défunt [*nom*] et [*nom*], [*nom*] a pris en main la direction complète des affaires et de la gestion de la société. Il a été élu président de la société en 19... et il a conservé ce poste jusqu'à ce jour.

8. Le défunt [*nom*] était un des vice-présidents et un des administrateurs de la société. Tous les autres administrateurs ont toujours été des fondés de pouvoir de [*nom*].

9. Après la constitution de la société, cette dernière a remis au défunt [*nom*] un billet à ordre d'un montant de capital de ... $, lequel billet prévoyait n'être payable qu'à la date établie par les administrateurs et ne porter aucun intérêt. Aucun paiement de capital n'a été effectué relativement à ce billet jusqu'à ce jour. Lors de son contre-interrogatoire, [*nom*] a témoigné que la somme de ... $ représentait la valeur des actions détenues par le défunt [*nom*] dans la société [*dénomination sociale*] & Co. Limitée.

10. La société n'a versé aucun dividende depuis sa constitution en personne morale.

11. Par une lettre datée du [*date*] et adressée à [*nom*], j'ai demandé à ce dernier de me remettre certains renseignements concernant les activités de la société. La pièce «A» ci-jointe constitue une copie conforme de la lettre que j'ai écrite à [*nom*].

12. [*Nom*] a répondu à ma lettre par une lettre datée du [*date*]. La pièce «B» ci-jointe constitue une copie conforme de la réponse que [*nom*] m'a envoyée.

13. Les renseignements qui m'ont été fournis par [*nom*] dans la pièce «B» contenaient, entre autres, des détails concernant les ventes de la société, ses profits avant impôt, ainsi que les salaires et les gratifications de ses divers administrateurs.

14. Lors du contre-interrogatoire précité, [*nom*] a témoigné que, pour l'année se terminant le [*date*], la société subirait une perte si situant entre ... $ et ... $.

15. [*Nom*] a témoigné lors de son contre-interrogatoire que le salaire qu'il touchait après avoir été nommé président était de ... $. Un procès-verbal du conseil d'administration qui a été lu par [*nom*] lors de son contre-interrogatoire mentionnait que la rémunération de [*nom*] à titre de président de la société était passée de ... $ par année à ... $ par année et que cette augmentation avait pris effet le [*date*].

16. Dans la pièce «B» ci-jointe, [*nom*] m'a informé que, en 19... son salaire et ses gratifications se sont élevés à ... $. En 19... et en 19..., son salaire et ses gratifications ont respectivement totalisé ... $ et ... $. Lors de son contre-interrogatoire, il a également déclaré que, en 19..., son salaire était de ... $. De plus, il a admis dans son contre-interrogatoire que c'était lui-même et non pas le conseil d'administration de la société qui avait ordonné ses augmentations de salaire.

17. [*Nom*] a en outre déclaré lors de son contre-interrogatoire que le solde de son salaire après déductions était versé en argent américain, un fait dont je n'avais pas été informé dans la pièce «B», que je ne connaissais pas avant ce contre-interrogatoire, et qui n'avait pas été consigné aux procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la société.

18. Il ressort de la pièce «B» que, au cours des années 19.., 19... et 19..., les dépenses de [*nom*] se chiffraient respectivement à ... $, à ... $ et à ... $. Pour la période du [*date*] au [*date*], ses dépenses totalisaient ... $. Aucune justification n'est fournie concernant ces dépenses, qui sont excessivement élevées.

19. Dans la pièce «B», [*nom*] a déclaré qu'il avait consenti à la société un prêt remboursable sur demande d'un montant de ... $, dont les intérêts étaient décrits comme les «mêmes que ceux de la banque». Lors de son contre-interrogatoire, il a déclaré que l'emprunt n'avait pas été autorisé par le conseil d'administration, qu'il avait été avancé en argent canadien et que la société lui payait à cet égard le taux d'intérêt bancaire actuel, qu'il croyait être de 9½ pour cent ou peut-être de 9 pour cent. [*Nom*] a également déclaré que les intérêts étaient payables en argent américain, un fait dont je n'avais pas été informé dans la pièce «B» et que je ne connaissais pas avant le contre-interrogatoire. [*Nom*] a en outre admis lors de son contre-interrogatoire qu'il bénéficiait ainsi du taux de change sur le dollar américain, taux qui était d'environ ... pour cent à la date de son contre-interrogatoire. Lors de son contre-interrogatoire, [*nom*] a également témoigné qu'aucun des registres de la société qui lui étaient connus n'exposait les conditions des prêts qu'il avait consentis à la société.

20. Lors de son contre-interrogatoire, [*nom*] a révélé que, en 19..., la société avait vendu ses comptes débiteurs, qui avaient une valeur approximative de ... $, à la société Crédit [*dénomination sociale*]. Aucun procès-verbal du conseil d'administration ne mentionne d'autorisation de cette vente.

21. [*Nom*] a déclaré lors de son contre-interrogatoire que, pendant une réunion du conseil d'administration tenue le [*date*] et mettant en présence tous les administrateurs de la société, la société, à la demande de la Banque [*dénomination*], avait été autorisée à accorder à cette dernière une débenture datée du [*date*] et d'un montant de ... $. Cette débenture constituait une charge fixe sur les biens immobiliers de la société et une charge flottante sur les éléments d'actif de la société. Au mieux de ma connaissance, le défunt [*nom*] n'a pas su qu'une sûreté avait été accordée à la Banque [*dénomination*] avant le mois de ... 19..., alors que, ensemble, nous avons été informés par le directeur de la succursale de la Banque [*dénomination*] qu'une débenture avait été accordée à cette dernière le [*date*]. Comme je l'ai déjà déclaré sous serment ci-dessus, le conseil d'administration n'a approuvé cette sûreté qu'après le décès de [*nom*].

22. Lors du contre-interrogatoire de [*nom*], on lui a demandé de donner une description approximative des biens immobiliers de la société. Il a répondu que celle-ci possédait environ sept biens-fonds parmi lesquels son usine, située à ..., en Ontario. J'ai fait effectuer une recherche à cet égard au bureau d'enregistrement des actes de la division d'enregistrement de la circonscription sud du comté de ..., située dans ... La pièce «C» ci-jointe constitue une copie certifiée conforme de l'acte de cession consenti par [*nom*] à la société. L'acte indique qu'il «prend effet le» [*date*] et il a pour date d'enregistrement le [*date*]. L'affidavit attestant la majorité des signataires et l'affidavit relatif au paiement des droits de cession immobilière ont tous deux été faits le [*date*], et je crois que [*nom*] est l'épouse dudit [*nom*].

23. J'ai fait effectuer une recherche audit bureau d'enregistrement des actes dans l'index alphabétique des cessionnaires. Il n'y a aucun autre bien-fonds ou local dans ladite division d'enregistrement dont la société soit propriétaire. Je n'ai pas fait effectuer de recherche au sujet de l'usine de la société située à ..., mais je crois qu'elle se trouve dans les locaux décrits dans la pièce «C».

24. La pièce «D» ci-jointe constitue une copie d'un acte de cession consenti par [*nom*] en faveur de [*nom*] et enregistré au bureau d'enregistrement précité le [*date*].

25. La pièce «E» ci-jointe constitue une copie d'un plan de subdivision des biens-fonds situés dans la ville de ..., dans le canton de ..., dans le comté de ...; y figurent entre autres les biens-fonds qui se trouvent décrits avec précision aux pièces «C» et «D». Les affidavits relatifs aux droits de cession immobilière figurant dans ces pièces mentionnent que [*nom*] a payé la somme de ... $ pour la totalité de la parcelle de terrain qu'elle a achetée. La société lui a versé un montant de ... $ pour la sous-parcelle visée.

26. À titre d'exécuteur testamentaire du défunt [*nom*], le propriétaire de la majorité des actions de la société, je croyais que le terrain sur lequel l'usine de [*localité*] est située était la propriété de la société; [*nom*] avait d'ailleurs fait une telle affirmation dans son contre-interrogatoire. Ce n'est qu'après avoir fait effectuer la recherche précitée que j'ai découvert que, jusqu'à une date postérieure de deux semaines au contre-interrogatoire susmentionné, le terrain de cette usine était enregistré au nom de l'épouse de [*nom*].

27. On a demandé à [*nom*] lors de son contre-interrogatoire s'il participait à un régime de retraite de la société ou si celle-ci contribuait à une rente en sa faveur, ou maintenait des polices d'assurance sur sa vie. Il n'était pas en mesure de fournir des réponses à cette question et il s'est engagé par l'entremise de son avocat à fournir les renseignements nécessaires aux procureurs des exécuteurs testamentaires. La pièce «F» constitue une copie d'une lettre en date du [*date*] qui a été adressée par Mes [*nom du cabinet*], les procureurs de [*nom*], à Mes [*nom du cabinet*], les procureurs des exécuteurs testamentaires.

28. Dans l'affidavit précité en date du [*date*], [*nom*] a déclaré que le conseil d'administration de la société était constitué de quatre personnes. Après la démission de [*nom*] du conseil d'administration le ou vers le [*date*], il ne restait que trois administrateurs, soit : [*nom*], [*nom*] et [*nom*]. Depuis le décès de [*nom*] le [*date*], il n'y a plus que deux administrateurs : [*nom*] et ledit [*nom*], qui est un employé de la société détenant une action dont [*nom*] est le propriétaire bénéficiaire.

29. [*Nom*] a admis lors de son contre-interrogatoire que la dernière assemblée des actionnaires de la société a eu lieu en 19...

30. [*Nom*] a admis n'avoir assité qu'à 15 des 30 réunions du Conseil d'administration qui ont été tenues depuis qu'il est devenu président de la société.

31. Lors de son contre-interrogatoire, [*nom*] a témoigné qu'il avait obtenu ses 40 pour cent des actions de la société moyennant une contrepartie totale de 40 pour cent de la somme de ... $, soit ... $.

32. [*Nom*] a témoigné lors de son contre-interrogatoire qu'il habite au ... Lane, ..., en Floride, avec son épouse. On lui a demandé combien de jours il avait passé à cet endroit au cours de l'année 19... Il a répondu qu'il ne le savait pas. Lorsqu'on lui a demandé si cela correspondait à environ la moitié de son temps, il a répondu qu'il était difficile de répondre à cette question : on peut-être 25, peut-être 35, peut-être 50 pour cent».

33. Il a témoigné qu'il fait la navette en avion entre ... et ... aux frais de la société.

34. Il a en outre témoigné lors de son contre-interrogatoire que la société lui paie un appartement à ... et que le loyer mensuel de celui-ci est de ... $. La société paie également les factures de téléphone et d'électricité relatives à cet appartement. Il a dit que le livre des procès-verbaux de la société ne contenait aucune autorisation de telles dépenses et que le loyer est payé suivant ses directives. Il a en outre témoigné lors de son contre-interrogatoire que, lorsqu'il séjourne à ..., il utilise parfois une auto de marque thunderbird dont la société est propriétaire. Il a déclaré ne pas posséder d'automobile à ... et que d'autres employés de la société peuvent utiliser cette thunderbird lorsque [*nom*] en donne l'instruction.

35. [*Nom*] a en outre témoigné lors de son contre-interrogatoire que la société paie ses cotisations de membre du Club [*dénomination sociale*], du [*dénomination sociale*] Gold Club et du Club [*nom*].

36. [*Nom*] a admis lors de son contre-interrogatoire qu'on lui avait appris l'alcoolisme du défunt [*nom*] en 19... ou en 19... et qu'il savait que le défunt assistait à des réunions des Alcooliques anonymes. À ma connaissance, le défunt [*nom*] s'adonnait à la boisson et, de ce fait, il n'était pas toujours en mesure de s'occuper convenablement de ses affaires. Selon ce que j'ai pu observer du comportement du défunt [*nom*], ce dernier était incapable de faire face à des problèmes litigieux.

37. Compte tenu des faits déclarés sous serment ci-dessus, et en ma capacité d'exécuteur testamentaire de la succession du défunt [*nom*], le propriétaire de 60 pour cent des actions de la société, je suis d'avis qu'il est impératif qu'un inspecteur soit nommé pour enquêter sur les affaires et la gestion de la société. Je considère que [*nom*] a les qualités requises pour remplir cette fonction. La pièce «G» ci-jointe est le consentement de [*nom*] à remplir cette fonction si t'elle était la volonté du tribunal.

DÉCLARÉ SOUS SERMENT, etc.